



France

Ratification de la Convention européenne des droits de l'homme en 1974

Juge national : Mattias Guyomar

Les [CV des juges](#) sont disponibles sur le site internet de la CEDH

Juges précédents : René Samuel Cassin (1959-1976), Pierre-Henri Teitgen (1976-1980), Louis-Edmond Pettiti (1980-1998), Jean-Paul Costa (1998-2011), André Potocki (2011-2020)

[Liste des juges à la Cour depuis 1959](#)

La Cour a traité 597 requêtes concernant la France en 2019, dont 578 qu'elle a déclarées irrecevables ou dont elle n'a pas poursuivi l'examen (requêtes rayées du rôle). Elle a prononcé 19 arrêts (portant sur 19 requêtes), dont 13 ont conclu à au moins une violation de la Convention européenne des droits de l'homme.

| Requêtes traitées en | 2017 | 2018 | 2019 |
|--|------|------|------|
| Requêtes attribuées à une formation judiciaire | 885 | 870 | 693 |
| Requêtes communiquées au Gouvernement | 64 | 58 | 37 |
| Requêtes terminées : | 926 | 813 | 597 |
| - déclarées irrecevables ou rayées du rôle (juge unique) | 868 | 735 | 554 |
| - déclarées irrecevables ou rayées du rôle (comité) | 31 | 34 | 22 |
| - déclarées irrecevables ou rayées du rôle (chambre) | 10 | 7 | 2 |
| - tranchées par un arrêt | 17 | 37 | 19 |

En ce qui concerne les formations judiciaires de la Cour et la procédure devant elles, voir le [site internet de la Cour](#).

Les statistiques concernant les mesures provisoires sont disponibles [ici](#).

| Requêtes pendantes devant la Cour au 01/01/2020 | |
|--|-----|
| Total des requêtes pendantes* | 960 |
| Requêtes pendantes devant une formation judiciaire : | 506 |
| Juge unique | 111 |
| Comité (3 juges) | 133 |
| Chambre (7 juges) | 262 |
| Grande Chambre (17 juges) | 0 |

* y compris les requêtes pour lesquelles les formulaires complétés n'ont pas encore été reçus

La France et ...

le greffe

Le greffe a pour rôle de fournir à la Cour un soutien juridique et administratif dans l'exercice de ses fonctions judiciaires. Il se compose de juristes, de personnel administratif et technique et de traducteurs. Il compte actuellement **627** agents.

Affaires marquantes, arrêts rendus

Grande Chambre

Affaire relative au droit à la vie (article 2)

Lambert et autres c. France

05.06.2015

Les requérants sont les parents, le demi-frère et la sœur de Vincent Lambert qui, victime d'un accident de la circulation en 2008, subit un traumatisme crânien qui le rendit tétraplégique. Ils dénonçaient en particulier l'arrêt rendu le 24 juin 2014 par le Conseil d'État français qui, statuant notamment au vu des résultats d'une expertise médicale qui avait été confiée à un collègue de trois médecins, jugea légale la décision prise le 11 janvier 2014 par le médecin en charge de Vincent Lambert, de mettre fin à son alimentation et hydratation artificielles. Les requérants considéraient en particulier que l'arrêt de l'alimentation et de l'hydratation artificielles de l'intéressé serait contraire aux obligations découlant pour l'État de l'article 2 (droit à la vie) de la Convention.

[Non-violation de l'article 2 \(droit à la vie\) en cas de mise en œuvre de la décision du Conseil d'État du 24 juin 2014](#)

Vo c. France (n° 53924/00)

08.07.2004

Avortement thérapeutique suite à une rupture accidentelle de la poche des eaux due à un examen médical pratiqué sur la mauvaise personne (homonymie). Refus des autorités de qualifier d'homicide involontaire l'atteinte à la vie du fœtus.
[Non-violation de l'article 2](#)

Affaires portant sur l'interdiction des traitements inhumains ou dégradants et de la torture (article 3)

Ramirez Sanchez c. France

04.07.2006

Maintien prolongé en isolement du terroriste « Carlos », condamné à la réclusion criminelle à perpétuité.

[Non-violation de l'article 3 \(interdiction des traitements inhumains ou dégradants\) et violation de l'article 13 \(droit à un recours effectif\)](#)

Selmouni c. France

28.07.1999

Torture (physique et mentale) sur une personne en garde à vue en 1991.
[Violation des articles 3 \(interdiction de la torture\) et 6 § 1 \(droit à un procès dans un délai raisonnable\)](#)

Affaires portant sur la liberté d'expression (article 10)

Couderc et Hachette Filipacchi Associés c. France

10.11.2015

Condamnation de l'hebdomadaire Paris-Match pour avoir publié des informations sur la vie privée du Prince Albert de Monaco.

[Violation de l'article 10](#)

Morice c. France

23.04.2015

Condamnation pénale d'un avocat, en raison de propos relatés dans la presse, pour complicité de diffamation des juges d'instruction qui venaient d'être dessaisis de l'information relative au décès du juge Bernard Borrel.

[Violation de l'article 6 § 1 \(droit à un procès équitable\)](#)

[Violation de l'article 10](#)

Lindon Otchakovsky-Laurens et July c. France

02.10.2007

Condamnation pour des publications jugées diffamatoires.

[Non-violation de l'article 10](#)

Fressoz et Roire c. France

21.01.1999

Condamnation de l'ancien directeur de la publication et d'un journaliste de l'hebdomadaire satirique Le Canard enchaîné, suite à la publication en 1989 de photocopies des avis d'imposition du président de Peugeot de l'époque.

[Violation de l'article 10](#)

Affaires relatives à l'interdiction de la discrimination (article 14)

Fabris c. France

07.02.2013¹

M. Fabris se plaignait de ne pas avoir bénéficié de la loi du 3 décembre 2001 qui accordait aux enfants adultérins des droits successoraux identiques à ceux des enfants légitimes.

[Violation de l'article 14 \(interdiction de la discrimination\) combiné avec l'article 1 du Protocole no 1 \(protection de la propriété\)](#)

E. B. c. France (n° 43546/02)

22.01.2008

Refus de faire droit à une demande d'agrément pour adopter en raison de l'orientation sexuelle de la requérante.

[Violation de l'article 14 \(interdiction de la discrimination\) combiné avec l'article 8 \(droit au respect de la vie privée et familiale\)](#)

Affaires portant sur la protection de la propriété (article 1 du Protocole n° 1)

Depalle c. France et Brosset et autres c. France

29.03.2010

Obligation faite aux requérants, en vertu de la loi littoral, de quitter leurs maisons et de mettre les biens domaniaux en l'état primitif, à leur frais et sans indemnisation préalable.

[Non-violation de l'article 1 du Protocole n°1 et pas de nécessité d'un examen séparé de l'article 8 \(droit au respect du domicile\)](#)

Draon c. France et Maurice c. France

06.05.2005

Naissance d'enfants atteints de graves handicaps congénitaux, non décelés au stade prénatal en raison d'erreurs médicales. Impossibilité pour les parents d'obtenir une indemnisation pour les charges découlant du handicap des enfants, du fait de l'application immédiate d'une loi (« loi anti-Perruche ») entrée en vigueur alors que leurs recours étaient pendants.

[Violation de l'article 1 du Protocole n°1](#)
[Non-violation des articles 13 \(droit à un recours effectif\) et 8 \(droit au respect de la vie privée et familiale\)](#)

Gestation pour autrui

Demande d'avis consultatif au titre du Protocole n° 16 à la Convention

Le 16 octobre 2018, la Cour a reçu une demande d'avis consultatif relative à la gestation pour autrui soumise par la Cour de cassation française. Le collège de la Grande Chambre ayant le 3 décembre 2018 accepté [la demande](#), une Grande Chambre a été constituée pour examiner celle-ci.

Le 10 avril 2019, la Grande Chambre a rendu [l'avis](#) suivant:

Pour le cas d'un enfant né à l'étranger par gestation pour autrui (GPA) et issu des gamètes du père d'intention et d'une tierce donneuse et alors que le lien de filiation entre l'enfant et le père d'intention a été reconnu en droit interne,

1. le droit au respect de la vie privée de l'enfant, au sens de l'article 8 de la Convention, requiert que le droit interne offre une possibilité de reconnaissance d'un lien de filiation entre l'enfant et la mère d'intention, désignée dans l'acte de naissance légalement établi à l'étranger comme étant la « mère légale ».

2. le droit au respect de la vie privée de l'enfant ne requiert pas que cette reconnaissance se fasse par la transcription sur les registres de l'état civil de l'acte de naissance légalement établi à l'étranger ; elle peut se faire par une autre voie, telle l'adoption de l'enfant par la mère d'intention.

Autres affaires marquantes, arrêts rendus

Grande Chambre

S.A.S. c. France (n° 43835/11)

01.07.2014

Une Française de confession musulmane se plaignait de ne pouvoir porter publiquement le voile intégral suite à l'entrée en vigueur, le 11 avril 2011, d'une loi interdisant de dissimuler son visage dans l'espace public.

[Non-violation de l'article 8 \(droit au respect de la vie privée et familiale\)](#)

[Non-violation de l'article 9 \(droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion\)](#)

[Non-violation violation de l'article 14 \(interdiction de la discrimination\) combiné avec l'article 8 ou avec l'article 9](#)

¹ Dans la même affaire, un [arrêt](#) sur la question de la satisfaction équitable a été rendu le 28.06.2013. Par la même occasion, la Cour a radié du rôle le restant de l'affaire.

De Souza Ribeiro c. France

13.12.2012

L'éloignement dont a fait l'objet un ressortissant brésilien résidant en Guyane (une région et un département d'outre-mer français) et l'impossibilité dans laquelle il s'est trouvé de contester la mesure de reconduite à la frontière à son égard avant que celle-ci ne soit exécutée. [Violation de l'article 13 \(droit à un recours effectif\) combiné avec l'article 8 \(droit au respect de la vie privée et familiale\)](#)

Sabeh El Leil c. France

29.06.2011

Impossibilité, pour un comptable renvoyé par une ambassade à Paris, de contester son licenciement.

[Violation de l'article 6 § 1 \(droit d'accès à un tribunal\)](#)

Medvedyev et autres c. France

29.03.2010

Interception en haute mer puis détournement vers la France, par la marine nationale, d'un navire étranger (utilisé pour un trafic de stupéfiants) et des membres de son équipage.

[Violation de l'article 5 § 1 \(droit à la liberté et à la sûreté\)](#)

[Non-violation de l'article 5 § 3 \(droit à la liberté et à la sûreté\)](#)

Affaires marquantes, arrêts et décisions rendus

Chambre

Affaires relatives au droit à la vie (article 2)

Lambert et autres c. France (n° 21675/19)

05.09.2019

Les requérants sont des membres de la famille de Vincent Lambert qui, victime d'un accident de la circulation en 2008, subit un traumatisme crânien qui le rendit tétraplégique. Plusieurs procédures collégiales d'arrêts des traitements pour Vincent Lambert furent initiées, dont une quatrième en 2017.

Le 30 avril 2019, la Cour décida, eu égard aux circonstances, de refuser les demandes de mesures provisoires qui lui avaient été présentées par les requérants le 24 avril 2019, à savoir de suspendre l'exécution de

l'arrêt du Conseil d'État du 24 avril 2019 et prononcer une interdiction de sortie du territoire de Vincent Lambert. La Cour rappela que, par un [arrêt de Grande chambre](#) prononcé le 5 juin 2015, elle avait conclu qu'il n'y aurait pas violation de l'article 2 de la Convention en cas de mise en œuvre de la décision du Conseil d'État du 24 juin 2014, autorisant l'arrêt de l'alimentation et de l'hydratation artificielles de Vincent Lambert.

Le 20 mai 2019, les requérants saisirent de nouveau la Cour, en vertu de l'article 39 du règlement, pour lui demander d'indiquer à l'État français l'application immédiate des mesures provisoires réclamées par le Comité des droits des personnes handicapées de l'ONU (CDPHONU) à la France le 3 mai 2019, lequel demandait au gouvernement français de ne pas procéder à l'arrêt des soins de Vincent Lambert, le temps d'examiner le recours qui lui avait été soumis par les requérants. La Cour rappela qu'elle avait décidé, le 30 avril 2019, eu égard aux circonstances, de refuser les demandes de mesures provisoires qui lui avaient été présentées et indiqua qu'aucun élément nouveau de nature à lui faire adopter une position différente ne lui avait été présenté par les requérants.

Voir communiqués de presse des [30 avril 2019](#) et [20 mai 2019](#).

[À la demande de la partie requérante, la Cour a décidé de rayer la requête du rôle en septembre 2019.](#)

Chebab c. France

23.05.2019

L'affaire concernait les circonstances dans lesquelles le requérant a été touché par le tir d'un policier au moment de son interpellation.

[Violation de l'article 2 sous l'angle procédural](#)

Semache c. France

21.06.2018

L'affaire concernait le décès du père de la requérante, M. Ziri, à la suite de son arrestation par la police et de sa privation de liberté dans le commissariat d'Argenteuil.

[Violation de l'article 2 dans son volet matériel](#)

[Non-violation de l'article 2 dans son aspect procédural](#)

[Toubache c. France](#)

07.06.2018

L'affaire concernait la nécessité et la proportionnalité du recours à la force par les forces de l'ordre, s'agissant des circonstances dans lesquelles le fils des requérants avait été tué par le tir d'un gendarme, alors qu'il était passager arrière d'un véhicule en fuite.

[Violation de l'article 2](#)

Requêtes irrecevables

[Mendy c. France](#)

27.09.2018

L'affaire concernait le décès d'un homme abattu par la police alors qu'armé d'un couteau et indifférent aux semonces de la police, il en poursuivait dangereusement un autre.

[Requête déclarée irrecevable car manifestement mal fondée.](#)

[Atallah c. France](#)

30.08.2011

Avocat libanais mortellement blessé à Beyrouth par un soldat du contingent français de la FINUL ou de la FMS.

[Requête déclarée irrecevable.](#)

Conditions de détention articles 2 (droit à la vie) article 3 (interdiction des traitements inhumains et/ou dégradants)

[J.M.B. et autres c. France](#) (n° 9671/15 et 31 autres)

30.01.2020

Les trente-deux affaires concernaient les mauvaises conditions de détention dans les centres pénitentiaires de Ducos (Martinique), Faa'a Nuutania (Polynésie française), Baie-Mahault (Guadeloupe) ainsi que dans les maisons d'arrêt de Nîmes, Nice et Fresnes, prisons surpeuplées et l'effectivité des recours préventifs permettant aux détenus concernés d'y remédier.

[Violation de l'article 3](#)

[Boukrourou et autres c. France](#)

16.11.2017

Décès d'une personne atteinte de troubles psychiatriques (M.B.) lors d'une intervention policière. Les requérants sont

les frères, sœur, veuve, père et mère du défunt.

[Non-violation de l'article 2](#)

[Violation de l'article 3](#)

[Isenc c. France](#)

04.02.2016

Suicide en prison du fils du requérant douze jours après son incarcération.

[Violation de l'article 2](#)

[Sellal c. France](#)

08.10.2015

Suicide en détention d'A.S., un détenu atteint de schizophrénie.

[Non-violation de l'article 2](#)

Voir aussi l'affaire [Benmouna et autres c. France](#) qui a été déclarée irrecevable le 08.10.2015.

[Helhal c. France](#)

19.02.2015

Compatibilité de l'état de santé d'un détenu handicapé avec son maintien en détention et les modalités de sa prise en charge en prison.

[Violation de l'article 3](#)

[Fakailo dit Safoka et autres c. France](#)

02.10.2014

Conditions de détention de cinq ressortissants français gardés à vue dans les cellules du commissariat central de police de Nouméa (Nouvelle-Calédonie).

[Violation de l'article 3](#)

[Canali c. France](#)

25.04.2013

Conditions de détention dans la prison de Nancy Charles III, établissement pénitentiaire construit en 1857, qui a fermé définitivement ses portes en 2009 en raison de son extrême vétusté.

[Violation de l'article 3](#)

[Ketreb c. France](#)

19.07.2012

Suicide en prison par pendaison d'un détenu polytoxicomane condamné pour faits de violences avec arme.

[Violation de l'article 2](#)

[Violation de l'article 3](#)

[G. c. France \(n° 27244/09\)](#)

23.02.2012

Atteint d'une psychose chronique de type schizophrénique, le requérant, actuellement interné dans un centre hospitalier à Marseille, fut incarcéré, puis condamné à une peine de dix années de réclusion

criminelle et finalement déclaré pénalement irresponsable par la cour d'assises d'appel des Bouches-du-Rhône.

[Violation de l'article 3](#)

[Non-violation de l'article 6 \(droit à un procès équitable\)](#)

Popov c. France

19.01.2012

Rétention administrative d'une famille – un bébé et un jeune enfant accompagnant leurs parents - pendant quinze jours au centre de Rouen-Oissel dans l'attente de leur expulsion vers le Kazakhstan.

[Violation de l'article 3 à l'égard des enfants](#)

[Non-violation de l'article 3 à l'égard des parents](#)

[Violation de l'article 5 §§ 1 et 4 \(droit à la liberté et à la sûreté\) à l'égard des enfants.](#)

[Violation de l'article 8 \(droit au respect de la vie privée et familiale\) à l'égard de tous les requérants.](#)

Cocaign c. France

03.11.2011

Placement en quartier disciplinaire et maintien en détention d'un détenu atteint de troubles mentaux.

[Non-violation de l'article 3 du fait du placement du requérant en cellule disciplinaire, son maintien en détention et les soins prodigués](#)

[Violation de l'article 13 \(droit à un recours effectif\)](#)

[Le placement en quartier disciplinaire exigeait un recours suspensif.](#)

Plathey c. France

03.11.2011

Détenu placé en quartier disciplinaire 28 jours, 23 heures sur 24, dans une cellule incendiée à l'odeur nauséabonde.

[Violation de l'article 3 \(interdiction de la torture et des traitements inhumains ou dégradants\)](#)

Alboreo c. France

20.10.2011

Mauvais traitements subis par un détenu.

[Violation de l'article 3 \(interdiction de la torture et interdiction des traitements inhumains ou dégradants\) concernant les mauvais traitements infligés par les forces spéciales d'intervention](#)

[Violation de l'article 13 combiné avec l'article 3 \(droit à un recours effectif\) concernant l'absence de recours effectif contre les mesures de transfert de sécurité](#)

El Shennawy c. France

20.01.2011

Fouilles corporelles intégrales, répétées et filmées, par des hommes cagoulés des forces de sécurité.

[Violation des articles 3 et 13 \(droit à un recours effectif\)](#)

Payet c. France

20.01.2011

Conditions de détention d'un "détenu particulièrement signalé" étaient inhumaines mais ses transfèrements répétés étaient justifiés.

[Violation de l'article 3 concernant les conditions de détention du requérant en quartier disciplinaire](#)

[Violation de l'article 13 \(droit à un recours effectif\)](#)

[Non-violation de l'article 3 concernant les transfèrements du requérant](#)

Stasi c. France

20.10.2011

Mesures prises par les autorités pénitentiaires suite à des faits de maltraitance subis par un détenu.

[Non-violation de l'article 3 \(interdiction de la torture et interdiction des traitements inhumains ou dégradants\) : Les autorités pénitentiaires avaient pris toutes les mesures nécessaires pour protéger le détenu.](#)

Raffray Taddei c. France

21.12.2010

Manquement à fournir des soins médicaux adéquats à une détenue anorexique.

[Violation de l'article 3](#)

Khider c. France

09.07.2009

Conditions de détention et mesures de sécurité imposées à un détenu.

[Violation des articles 3 et 13 \(droit à un recours effectif\).](#)

(voir également la [décision](#) du 1^{er} octobre 2013 dans une affaire du même requérant Khider c. France (n° 56054/12))

Renolde c. France

16.10.2008

Suicide en détention provisoire d'un homme souffrant de graves problèmes mentaux et présentant des risques suicidaires.

[Violation des articles 2 et 3](#)

Frérot c. France

12.06.2007

Fouille intégrale d'un détenu avec inspection systématique après chaque visite au parloir, durant deux ans.

Violation des articles 3, 8 (droit au respect de la vie privée et familiale), 13 (droit à un recours effectif) et 6 § 1 (droit à un procès équitable)

Requêtes irrecevables

Khider c. France

25.10.2013

Un condamné, ayant fait plusieurs évasions et tentatives d'évasion, fut inscrit par l'administration au « registre des détenus particulièrement signalés ». Ce registre exposait que M. Khider était soumis à un régime de détention particulièrement rigoureux, régime comportant notamment de nombreux changements d'établissements, des séjours prolongés à l'isolement ainsi que des fouilles corporelles.

Requête déclarée irrecevable.

Robineau c. France

26.09.2013

Personne mise en cause a trouvé la mort après défénéstration d'une salle du tribunal où elle avait été déférée.

Requête déclarée irrecevable.

Expulsions d'étrangers (article 3)

A.M. c. France (n° 12148/18)

29.04.2019

L'affaire concernait le renvoi vers l'Algérie du requérant condamné en France en 2015 pour participation à des actes de terrorisme et interdit définitivement du territoire français.

Non-violation de l'article 3 (interdiction de la torture et des traitements inhumains ou dégradants) dans l'éventualité de la mise à exécution de la décision de renvoyer le requérant vers l'Algérie

A.S. c. France (n° 46240/15)

19.04.2018

L'affaire concernait l'expulsion vers le Maroc d'un ressortissant marocain condamné en France pour participation à une entreprise terroriste et préalablement déchu de sa nationalité française pour les mêmes faits.

Non-violation de l'article 3 (interdiction des traitements inhumains ou dégradants)

Violation de l'article 34 (droit de requête individuelle)

La Cour a en particulier noté que le Maroc avait pris des mesures générales pour prévenir les risques de traitements contraires à l'article 3.

M.A. c. France (n° 9373/15)

01.02.2018

Renvoi vers l'Algérie d'un ressortissant algérien condamné en France pour son implication dans une organisation terroriste.

Violation de l'article 3 (interdiction de la torture et des traitements inhumains et dégradants)

Violation de l'article 34 (droit de requête individuelle)

A.A. c. France (n° 18039/11) et A.F. c. France (n°80086/13)

15.01.2015

Procédures de renvoi vers le Soudan de deux ressortissants soudanais, A.A., originaire d'une tribu non arabe du Darfour, et A.F., originaire de l'ethnie tunjur du Sud Darfour, arrivés en France en 2010.

Violation de l'article 3 (interdiction de la torture et des traitements inhumains ou dégradants) en cas de renvoi des requérants vers le Soudan

Rafaa c. France

30.05.2013

Extradition de M. Rafaa vers le Maroc suite à un mandat d'arrêt international émis par les autorités marocaines pour des faits de terrorisme, et après que sa demande d'asile fut rejetée en 2010 par l'état français.

Violation de l'article 3 (si le requérant était renvoyé vers le Maroc)

Mesure provisoire (article 39 du règlement de la Cour) - ne pas expulser M. Rafaa - en vigueur jusqu'à ce que l'arrêt devienne définitif ou qu'une nouvelle décision soit rendue.

Mo.M. c. France (n° 18372/10)

18.04.2013

Un ressortissant tchadien se plaignait que son renvoi vers son pays d'origine l'exposerait à un risque de mauvais traitement par les services de police tchadiens en représailles à ses prises de position alléguées en faveur de la rébellion du Darfour.

[Violation de l'article 3 si Mo.M., dont la demande d'asile avait été refusée, venait à être renvoyé vers le Tchad](#)

[I.M. c. France \(n° 9152/09\)](#)

02.02.2012

Risques de mauvais traitements auxquels aurait été exposé le requérant en cas de renvoi vers le Soudan et effectivité des recours dont il disposait en France compte tenu de l'examen de sa demande d'asile selon la procédure prioritaire.

[Violation de l'article 13 \(droit à un recours effectif\) combiné avec l'article 3 \(interdiction des traitements inhumains ou dégradants\)](#)

La Cour a rejeté le grief tiré de l'article 3, le requérant ne risquant plus d'être renvoyé au Soudan et la possibilité de rester en France lui étant garantie puisqu'il a obtenu le statut de réfugié.

[H.R. c. France \(n° 64780/09\)](#)

22.09.2011

[La mise à exécution de la mesure de renvoi du requérant vers l'Algérie emporterait violation de l'article 3 \(interdiction de la torture et des traitements inhumains ou dégradants\)](#)

[Daoudi c. France](#)

03.12.2009

Risque encouru par le requérant, condamné en France pour des activités terroristes, en cas de renvoi vers l'Algérie.

[Violation de l'article 3 \(interdiction des traitements inhumains ou dégradants\) en cas de mise en œuvre de la décision de renvoi du requérant](#)

Requête irrecevable

[Beghal c. France](#)

06.09.2011

Griefs concernant l'interdiction des traitements inhumains ou dégradants et le droit au respect de la vie privée et familiale. **Requête déclarée irrecevable.**

Affaires relatives aux traitements inhumains ou dégradants (article 3)

Violations de l'article 3

[J.M. c. France \(n° 71670/14\)](#)

05.12.2019

L'affaire concernait la dénonciation par le requérant de traitements inhumains et

dégradants et l'usage disproportionné de la force par le personnel pénitentiaire alors qu'il était détenu et l'allégation d'un manque d'effectivité et d'indépendance de l'enquête diligentée.

[Khan c. France](#)

28.02.2019

L'affaire concernait le défaut de prise en charge par les autorités françaises d'un mineur non accompagné étranger avant et après le démantèlement des camps de fortune installés dans la zone sud de la « lande » de Calais. Sur ce site, depuis plusieurs années, de nombreuses personnes souhaitant solliciter la protection du Royaume-Uni vivent dans des tentes ou des cabanes, en toute promiscuité et dans de très mauvaises conditions sanitaires et hygiéniques.

[Ghedir et autres c. France](#)

16.07.2015

Allégations de mauvais traitements lors d'une interpellation dans une gare par des agents de surveillance de la SNCF (société nationale des chemins de fer français) et des policiers.

[Darraj c. France](#)

04.11.2010

Emploi d'une force disproportionnée à l'encontre d'un mineur lors d'une vérification d'identité au commissariat.

Non-violations de l'article 3

[M.D. c. France \(n° 50376/13\)](#)

10.10.2019

L'affaire concernait M.D., un migrant se présentant comme mineur isolé, qui se plaignait d'avoir été abandonné dans une situation matérielle précaire par les autorités françaises.

[N.T.P. et autres c. France \(n° 68862/13\)](#)

24.05.2018

L'affaire concernait les conditions d'hébergement d'une famille composée d'une mère et de ses trois jeunes enfants dans l'attente du dépôt de leur demande d'asile.

[Bodein c. France](#)

13.11.2014

Peine de réclusion à perpétuité.

Sultani c. France

20.09.2007

Risques encourus par un demandeur d'asile en cas de renvoi vers l'Afghanistan.

V.T. c. France (n° 37194/02)

11.09.2007

Prostituée alléguant être contrainte de continuer la prostitution à cause d'un organisme de recouvrement de cotisations d'allocations familiales.

Requête irrecevable

B.L. et autres c. France

09.01.2020

L'affaire concernait des demandeurs d'asile hébergés dans un campement de tentes à Metz qui se plaignent des mauvaises conditions de l'hébergement.

Requête déclarée irrecevable car mal-fondée.

Affaires relatives à l'interdiction de l'esclavage ou du travail forcé (article 4)

Siliadin c. France

26.07.2005

Protection insuffisante de la requérante, esclave domestique.

Violation de l'article 4

Affaires portant sur la garde à vue (article 5)

Alouache c. France

06.10.2015

Contestation des conditions dans lesquelles l'acte d'appel du requérant de son placement en détention a été réalisé et transmis.

Non-violation de l'article 5 § 1 (droit à la liberté et à la sûreté) et de l'article 5 § 4 (droit de faire statuer à bref délai sur la légalité de sa détention)

François c. France

23.04.2015

Placement d'un avocat en garde à vue dans un commissariat à la fin de son intervention, en sa qualité d'avocat, d'assistance à un mineur placé en garde à vue.

Violation de l'article 5 § 1 (droit à la liberté et à la sûreté)

Ali Samatar et autres c. France Hassan et autres c. France

04.12.2014

Neuf ressortissants somaliens qui, ayant détourné des navires battant pavillon français au large des côtes somaliennes, furent arrêtés et détenus par l'armée française, puis transférés en France où ils furent placés en garde à vue et poursuivis pour des actes de piraterie.

Violation de l'article 5 § 1 (droit à la liberté et à la sûreté), dans l'affaire *Hassan et autres*, le système juridique français en vigueur à l'époque des faits n'ayant pas garanti de manière suffisante le droit des requérants à leur liberté

Violation de l'article 5 § 3 (droit à la liberté et à la sûreté) dans les deux affaires, les requérants ayant été placés en garde à vue pendant 48 heures à leur arrivée en France au lieu d'être présentés « sans délai » à une autorité judiciaire, alors qu'ils avaient déjà été privés de liberté depuis quatre jours et une vingtaine d'heures (*Ali Samatar et autres*) et six jours et seize heures (*Hassan et autres*)

Vassis et autres c. France

27.06.2013

Placement en garde à vue durant quarante-huit heures de personnes soupçonnées d'avoir participé à un trafic de stupéfiants, avant qu'elles n'aient été présentées à une autorité judiciaire et alors même qu'elles avaient été retenues en mer pendant dix-huit jours hors du contrôle d'une telle autorité.

Violation de l'article 5 § 3 (droit à la liberté et à la sûreté)

Moulin c. France

23.11.2010

En garde à vue, la requérante n'a pas été « aussitôt traduite » devant « un juge ou un autre magistrat habilité par la loi à exercer des fonctions judiciaires ».

Violation de l'article 5 § 3 (droit à la liberté et à la sûreté)

Brusco c. France

14.10.2010

L'avocat du requérant n'a pu l'assister que 20h après le début de sa garde à vue (en vertu du code de procédure pénale) et n'a donc pu ni l'informer sur son droit de garder le silence et de ne pas s'auto-incriminer avant son premier interrogatoire ni l'assister lors de cette déposition.

Violation de l'article 6 §§ 1 et 3 (droit de ne pas contribuer à sa propre incrimination et de garder le silence)

Affaires relatives au droit à la liberté et à la sûreté (article 5)

Kiril Zlatkov Nikolov c. France

10.11.2016

L'affaire concernait un délai de présentation à un juge d'instruction de près de quatre jours ainsi que l'absence d'enregistrement des interrogatoires d'une personne soupçonnée d'avoir commis un crime relevant de la criminalité organisée.

Non-violation de l'article 5 § 3

A.B. et autres c. France (n° 11593/12)

12.07.2016

Rétention administrative d'un enfant mineur pendant dix-huit jours dans le cadre d'une procédure d'éloignement de ses parents.

Violation de l'article 3 (interdiction de la torture et des traitements inhumains ou dégradants) à l'égard de l'enfant des requérants

Violation de l'article 5 § 1 à l'égard de l'enfant des requérants

Violation de l'article 5 § 4 (droit de faire statuer à bref délai sur la légalité de sa détention) à l'égard de l'enfant des requérants

Violation de l'article 8 (droit au respect de la vie privée et familiale) pour tous, l'enfant et ses parents

La Cour a également rendu quatre autres arrêts le même jour dans des affaires similaires (R.M. et M.M. c. France, n° 33201/11, A.M. c. France, n° 24587/12, R.K. c. France, n° 68264/14 et R.C. c. France, n° 76491/14) concernant principalement le placement en rétention administrative d'enfants mineurs dans le cadre de procédures d'éloignement.

A.M. c. France (n° 56324/13)

12.07.2016

Grief tiré de l'absence de recours effectif au sens de l'article 5 § 4 pour contester la légalité d'une mesure de placement en rétention d'un étranger en France ayant conduit à l'expulsion de ce dernier du territoire français.

Violation de l'article 5 § 4 (droit de faire statuer à bref délai sur la légalité de sa détention)

Corbet et autres c. France

19.03.2015

Poursuites pénales conduites contre les requérants et leur condamnation pour détournement d'actifs commis au préjudice de la compagnie aérienne Air liberté avant que celle-ci ne soit placée en liquidation judiciaire.

Violation de l'article 5 § 1 concernant la détention de M. Corbet le 24 juillet 2003

En même temps, la Cour a déclaré irrecevable le grief des requérants tiré de l'article 6 §§ 1 et 2 (droit à un procès équitable / droit à la présomption d'innocence)

Affaires relatives à l'article 6

Droit d'accès à un tribunal

Allègre c. France

12.07.2018

L'affaire concernait la plainte de la requérante de n'avoir pu saisir le juge pénal par voie de citation directe après le prononcé d'une ordonnance de non-lieu.

Non-violation de l'article 6 § 1

Reichman c. France

12.07.2016

Allégation d'une atteinte disproportionnée au droit d'accès au juge de cassation et à la liberté d'expression.

Violation de l'article 6 § 1

Violation de l'article 10 (liberté d'expression)

Sfez c. France et Rivière c. France

25.07.2013

Refus opposé par les autorités judiciaires à une demande de renvoi d'audience.

Non-violation de l'article 6 § 3 c) dans l'affaire Sfez

Violation de l'article 6 §§ 1 et 3 c) dans l'affaire Rivière

Droit à un procès équitable

Sanofi Pasteur c. France

13.02.2020

L'affaire concernait la responsabilité de la société Sanofi Pasteur à l'égard d'une personne, alors élève infirmière, vaccinée contre l'hépatite B, qui avait ensuite souffert de diverses pathologies dont une sclérose en plaques, et la condamnation de la société requérante au paiement de réparations.

Non-violation de l'article 6 § 1 à raison des modalités de fixation du point de départ de la prescription de l'action en réparation dirigée contre la société requérante

Violation de l'article 6 § 1 à raison du défaut de motivation de la décision de rejet de la demande de la société requérante tendant à ce que des questions préjudicielles soient posées à la Cour de justice de l'Union européenne

Hôpital local Saint-Pierre d'Oléron et autres c. France

08.11.2018

L'affaire concernait le refus par l'URSSAF de rembourser la part employeur des cotisations versées pour les salariés des EHPAD, alors que les requérants prétendaient pouvoir bénéficier d'une exonération fondée sur le code de la sécurité sociale.

Non-violation de l'article 6 § 1 en raison de l'intervention du législateur en cours de procédure

Non-violation de l'article 6 § 1 en raison d'un prétendu défaut de motivation des arrêts de la Cour de cassation

Thiam c. France

18.10.2018

L'affaire concernait une procédure pénale intentée contre le requérant au cours de laquelle l'ancien président de la République, M. Sarkozy, s'était constitué partie civile.

Non-violation de l'article 6 § 1

Ramda c. France

19.12.2017

L'affaire concernait la motivation d'un arrêt de condamnation rendu par une cour d'assises composée uniquement de magistrats professionnels, ainsi que le respect du principe « *ne bis in idem* » en présence d'une condamnation correctionnelle définitive suivie d'une condamnation criminelle.

Non-violation de l'article 6 § 1

Non-violation de l'article 4 du Protocole no 7 (droit à ne pas être jugé ou puni deux fois)

Ait Abbou c. France

02.02.2017

Le requérant se plaignait qu'il n'avait pas bénéficié d'un procès équitable, dans la mesure où il n'avait pas pu contester la régularité d'une instruction diligentée contre lui.

Non-violation de l'article 6 § 1

Les Authentiks et Supras Auteuil 91 c. France

27.10.2016

Dissolution de deux associations de supporters du Paris-Saint-Germain à la suite d'échauffourées auxquelles certains de leurs membres ont pris part le 28 février 2010 et qui se terminèrent par la mort d'un supporter.

Non-violation des articles 6 et 11 (liberté de réunion et d'association)

Beausoleil c. France

06.10.2016

L'affaire concernait un jugement de la Cour des comptes que le requérant prétend partial.

Violation de l'article 6 § 1

Duceau c. France

30.06.2016

Rejet d'un appel en raison de la désignation d'un nouvel avocat pour laquelle une règle de procédure (article 115 du code de procédure pénale) n'a pas été respectée.

Violation de l'article 6 § 1

Tchokontio Happi c. France

09.04.2015

Inexécution d'un jugement définitif octroyant à la requérante un logement dans le cadre de la loi DALO (droit au logement opposable).

Violation de l'article 6 § 1

C'était la première fois que la Cour a traité d'une requête contre la France concernant l'inexécution d'un jugement octroyant un logement.

Vinci Construction et GTM génie civil et services c. France

02.04.2015

Visites et saisies réalisées par des enquêteurs de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes dans les locaux de deux sociétés.

Violation de l'article 6 § 1

Violation de l'article 8 (droit au respect de la vie privée et familiale, du domicile et de la correspondance)

Bodein c. France

13.11.2014

Condamnation de M. Bodein à une peine de réclusion à perpétuité sans possibilité d'aménagement de peine, et question de la motivation des arrêts d'assises.

Non-violation de l'article 6 § 1

Non-violation de l'article 3 (interdiction des traitements inhumains ou dégradants)

Agnelet c. France

Legillon c. France

10.01.2013

Les requérants se plaignaient de l'absence de motivation des arrêts des cours d'assises par lesquels ils avaient été condamnés à des peines de réclusion criminelle.

[Violation de l'article 6 § 1 dans l'affaire Agnelet](#)

[Non-violation de l'article 6 § 1 dans l'affaire Legillon](#)

Lagardère c. France

12.04.2012

Condamnation d'Arnauld Lagardère, fils de Jean-Luc Lagardère, ancien président directeur des sociétés Matra et Hachette, à payer des dommages intérêts en raison de la culpabilité de son père établie post mortem.

[Violation de l'article 6 § 1 s'agissant de l'iniquité de la procédure en raison de la poursuite de l'action civile devant le juge pénal malgré le décès du père d'Arnauld Lagardère](#)

[Violation de l'article 6 § 2 \(présomption d'innocence\)](#)

Poirot c. France

15.12.2011

Une femme handicapée avait porté plainte pour des agressions sexuelles subies au sein d'un foyer d'accueil médicalisé.

[Violation de l'article 6 § 1 : les juridictions françaises ont fait preuve d'un formalisme procédural excessif en la privant de son droit de faire appel.](#)

Messier c. France

30.06.2011

Concernait la procédure ayant mené à la condamnation de Jean-Marie Messier par l'Autorité des marchés financiers.

[Non-violation de l'article 6 §§ 1 et 3](#)

André et autre c. France

24.07.2008

Perquisition et saisies dans un cabinet d'avocats.

[Violation des articles 6 § 1 et 8 \(droit au respect de la vie privée et familiale\)](#)

Ravon c. France

21.02.2008

Défaut d'accès à un recours effectif pour contester les perquisitions menées par l'administration fiscale.

Violation de l'article 6 § 1

Requêtes irrecevables

Carrefour France c. France

24.10.2019

L'affaire concernait la condamnation de la Société Carrefour France, au paiement d'une amende civile pour des actes commis par la société Carrefour hypermarchés France en violation du Code du Commerce.

[Requête déclarée irrecevable car mal-fondée.](#)

Robert c. France

26.09.2019

L'affaire concernait la demande d'une substitution de la peine, prononcée par les juridictions marocaines à l'encontre d'un ressortissant français, dans le cadre d'une procédure de transfèrement en France aux fins d'exécution de cette peine.

[Requête déclarée irrecevable car les articles 6 et 7 \(pas de peine sans loi\) de la Convention ne s'appliquent pas à l'exécution d'une peine.](#)

NML Capital Ltd c. France

13.01.2015

Tentatives d'une société créancière de la République d'Argentine, l'État ayant fait défaut en 2001, pour obtenir le remboursement de son prêt en faisant saisir des biens appartenant à l'Argentine et situés en France. En application de l'immunité diplomatique d'exécution, le juge judiciaire français s'est refusé à faire droit à la demande de la requérante, qui a alors saisi la Cour européenne des Droits de l'Homme.

[La Cour a jugé la requête irrecevable en considérant que la requérante disposait encore d'une voie de recours effectif interne, devant le juge administratif français.](#)

Marc-Antoine c. France

04.06.2013

Dans le cadre d'une audience devant le Conseil d'État, le requérant se plaignait de ne s'être pas vu communiquer, contrairement au rapporteur public, le projet de décision du conseiller rapporteur.

[Requête déclarée irrecevable.](#)

[Droit à l'assistance d'un avocat](#)

Olivieri c. France et Bloise c. France

11.07.2019

Les deux affaires se rapportaient à des gardes à vue antérieures à la réforme législative du 14 avril 2011. Elles concernaient, d'une part, le défaut de notification du droit au silence et, d'autre part, l'absence d'assistance d'un avocat, dans le cadre de la garde à vue. La loi en vigueur à l'époque des faits excluait la possibilité, au cours d'une garde à vue, de se voir notifier le droit de garder le silence et d'être assisté par un avocat pendant les interrogatoires.

[Violation de l'article 6 §§ 1 \(droit à un procès équitable\) et 3 c\) dans l'affaire Olivieri c. France](#)

[Non-violation de l'article 6 §§ 1 \(droit à un procès équitable\) et 3 c\) dans l'affaire Bloise c. France](#)

Stojkovic c. France et Belgique

27.10.2011

Droit d'un accusé à être assisté d'un avocat lors de sa première audition par des officiers de police belges agissant en Belgique sur commission rogatoire internationale d'un juge français présent lors de l'entretien.

[Requête irrecevable pour autant qu'elle est dirigée contre la Belgique et recevable à l'égard de la France.](#)

[Violation de l'article 6 § 3 c\) combiné avec l'article 6 § 1](#)

Requête irrecevable

Bouhamla c. France

18.07.2019

L'affaire concernait la durée d'inexécution d'un jugement définitif octroyant au requérant un logement dans le cadre de la loi DALO (droit au logement opposable). Le requérant a finalement été relogé mais n'avait pas saisi les juridictions administratives d'un recours en indemnisation pour la période d'inexécution du jugement. En l'espèce, la période d'inexécution s'étendait sur une durée d'un an et onze mois.

[Requête déclarée irrecevable pour non-épuisement des voies de recours internes](#)

Bonnemaison c. France

11.04.2019

L'affaire portait sur la révocation de l'Ordre des médecins de M. Bonnemaison, à la suite de plusieurs décès subits de patients

au sein de l'unité d'hospitalisation de courte durée (UHCD) du centre hospitalier de la Côte basque à Bayonne où il exerçait comme urgentiste.

[Requête déclarée irrecevable car manifestement mal-fondée](#)

Affaires relatives à l'article 7 (pas de peine sans loi)

X et Y c. France (n° 48158/11)

01.09.2016

L'affaire concernait deux griefs portés par des professionnels des marchés financiers à la suite de leur condamnation par la Commission des sanctions de l'Autorité des marchés financiers (« AMF ») à des sanctions disciplinaires du fait du non-respect des règles et du délai de couverture de ventes d'actions à découvert à l'occasion d'une opération d'augmentation de capital de la société Euro Disney.

[Le grief tiré de l'article 6 § 1 \(droit à un procès équitable\) a été déclaré irrecevable](#)
[Non-violation de l'article 7](#)

Berland c. France

03.09.2015

Prononcé de mesures de sûreté, instituées par une loi du 25 février 2008, à l'encontre de M. Berland, déclaré pénalement irresponsable, pour des faits d'assassinat commis avant l'entrée en vigueur de cette loi.

[Non-violation de l'article 7](#)

Soros c. France

06.10.2011

L'affaire concernait George Soros, inculpé de délit d'initié par les tribunaux français dans les années 90.

[Non-violation de l'article 7](#)

Requêtes irrecevables

Robert c. France

26.09.2019

L'affaire concernait la demande d'une substitution de la peine, prononcée par les juridictions marocaines à l'encontre d'un ressortissant français, dans le cadre d'une procédure de transfèrement en France aux fins d'exécution de cette peine.

[Requête déclarée irrecevable car les articles 6 \(droit à un procès équitable\) et 7 de la Convention ne s'appliquent pas à l'exécution d'une peine.](#)

[Hakkar c. France](#)

07.04.2009

Le requérant formulait plusieurs griefs relatifs à la procédure pénale en réexamen de son cas, ouverte après une première procédure ayant violé la Convention.

[Requête déclarée irrecevable.](#)

[Ould Dah c. France](#)

17.03.2009

Condamnation pour des faits commis en Mauritanie, en application de la « compétence universelle » par la France. Grief concernant le principe « pas de peine sans loi ».

[Requête déclarée irrecevable.](#)

Affaires relatives à la vie privée et familiale (article 8)

Violations de l'article 8

[Halabi c. France](#)

16.05.2019

L'affaire concernait la conformité d'une visite domiciliaire réalisée sur le fondement du code de l'urbanisme, avec le droit au respect du domicile garanti par l'article 8 de la Convention.

[Laurent c. France](#)

24.05.2018

L'affaire concernait l'interception par un policier de papiers qu'un avocat (M^e Laurent) avait remis à ses clients dans la salle des pas perdus d'un tribunal alors que ces derniers étaient placés sous escorte policière.

[Ben Faiza c. France](#)

08.02.2018

L'affaire concerne des mesures de surveillance prises à l'encontre de Mohamed Ben Faiza dans le cadre d'une enquête pénale portant sur un trafic de stupéfiants. Cette partie de l'arrêt porte sur la géolocalisation en temps réel du véhicule de M. Ben Faiza par l'apposition d'un GPS.

[Aycaguer c. France](#)

22.06.2017

Refus par le requérant de se prêter à un prélèvement biologique destiné à un enregistrement dans le fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG).

Voir aussi le communiqué de presse au sujet de la requête [Dagregorio et Mosconi c. France](#).

[A. P., Garçon et Nicot c. France](#)

06.04.2017

L'affaire concernait trois personnes transgenres de nationalité française qui souhaitaient changer la mention de leur sexe et de leurs prénoms sur leur acte de naissance et qui s'étaient heurtées au refus des juridictions de l'État défendeur. Les requérants alléguaient notamment que le fait de conditionner la reconnaissance de l'identité sexuelle à la réalisation d'une opération entraînant une forte probabilité de stérilité portait atteinte à leur droit à la vie privée.

[Brunet c. France](#)

18.09.2014

Inscription de M. Brunet au fichier STIC (« système de traitement des infractions constatées »), après le classement sans suite de la procédure pénale engagée contre lui.

[Mugenzi c. France, Tanda-Muzinga c. France et Senigo Longue et autres c. France](#)

10.07.2014

Difficultés rencontrées par des réfugiés ou des résidents en France à obtenir la délivrance de visas pour leurs enfants se trouvant à l'étranger afin de réaliser le regroupement familial.

Voir également l'affaire [Ly c. France](#), que la Cour a déclarée irrecevable car manifestement mal fondée.

[Winterstein et autres c. France](#)

17.10.2013

Procédure d'expulsion diligentée contre des familles du voyage qui habitaient un lieu-dit depuis de nombreuses années.

[Par la même occasion, la question sur la satisfaction équitable dans cette affaire a été entièrement réservée.](#)

[M.K. c. France \(n° 19522/09\)](#)

18.04.2013

Un ressortissant français se plaignait du fait que ses empreintes digitales avaient été conservées dans un fichier par les autorités françaises.

Non-violations de l'article 8

[Guimon c. France](#)

11.04.2019

L'affaire concernait le refus opposé à la requérante, détenue à Rennes pour faits de terrorisme, de se rendre au funérarium de Bayonne pour se recueillir sur la dépouille de son père.

[Libert c. France](#)

22.02.2018

Licenciement d'un employé de la SNCF après que la saisie de son ordinateur professionnel a révélé le stockage de fichiers à caractère pornographique et de fausses attestations réalisées au bénéfice de tiers.

[Ben Faiza c. France](#)

08.02.2018

L'affaire concerne des mesures de surveillance prises à l'encontre de Mohamed Ben Faiza dans le cadre d'une enquête pénale portant sur un trafic de stupéfiants. Cette partie de l'arrêt porte sur la réquisition judiciaire adressée à un opérateur de téléphonie mobile pour obtenir la liste des bornes déclenchées par les lignes téléphoniques utilisées par de M. Ben Faiza afin de retracer *a posteriori* ses déplacements.

[Fédération Nationale des associations et des syndicats Sportifs \(FNASS\) et autres c. France](#)

18.01.2018

L'affaire concernait l'obligation de localisation imposée à des sportifs ciblés en vue de la réalisation de contrôles antidopage inopinés.

[Terrazzoni c. France](#)

29.06.2017

L'affaire concernait l'utilisation, dans le cadre d'une poursuite disciplinaire menée contre la requérante, de la retranscription d'une conversation téléphonique interceptée de manière fortuite dans le cadre d'une procédure pénale à laquelle elle était étrangère.

[Versini-Campinchi et Crasnianski c. France](#)

16.06.2016

L'affaire concernait l'interception, la transcription et l'utilisation contre elle à des fins disciplinaires, de conversations que la requérante, avocat de profession, avait eues avec un de ses clients.

[Flamenbaum et autres c. France \(n° 3675/04 et 23264/04\)](#)

13.12.2012

Prolongation de la piste principale de l'aéroport de Deauville et nuisances consécutives sur les propriétés des riverains.

[Michaud c. France](#)

06.12.2012

L'affaire concernait l'obligation incombant aux avocats français de déclarer leurs « soupçons » relatifs aux éventuelles activités de blanchiment menées par leurs clients.

[Mallah c. France](#)

01.11.2011

Condamnation du requérant avec dispense de peine pour l'aide au séjour irrégulier de son gendre.

[B.B. c. France, Gardel c. France, M.B. c. France](#)

17.12.2009

Inscription des requérants au fichier judiciaire national des délinquants sexuels.

Requêtes irrecevables

[Aqamemnon c. France](#)

08.11.2018

Demande du requérant d'être transféré dans un établissement pénitentiaire proche de sa famille, à la Réunion.

Requête déclarée irrecevable pour non-épuisement des voies de recours internes.

[Tuhejava c. France](#)

20.09.2018

Cette requête concernait un avocat qui se plaignait de la visite d'enquête effectuée par le bâtonnier de l'Ordre des avocats dans les locaux de son cabinet en son absence.

Requête déclarée irrecevable car manifestement mal fondée.

La Cour a rappelé que si, dans l'exercice de leur profession, les avocats devaient bénéficier d'une protection particulière, il était légitime que des normes de conduite s'imposaient à eux, sous la surveillance et le contrôle dévolus aux conseils des différents Ordres.

Affaires relatives aux droits des enfants (article 8)

Foulon c. France et Bouvet c. France

21.07.2016

Refus par les autorités françaises de transcrire des actes de naissance sur les registres de l'état civil français d'enfants issus d'une gestation pour autrui effectuée à l'étranger (en Inde).

Violation de l'article 8 (droit au respect de la vie privée et familiale) s'agissant du droit des enfants au respect de leur vie privée

Non-violation de l'article 8 s'agissant du droit des requérants (parents d'intention et enfants concernés ensemble) au respect de leur vie familiale

Mandet c. France

14.01.2016

Annulation d'une reconnaissance de paternité accomplie par l'époux de la mère, à la demande du père biologique de l'enfant.

Non-violation de l'article 8

Menesson c. France

Labassee c. France

26.06.2014

Refus de reconnaître en droit français une filiation légalement établie aux États-Unis entre des enfants nées d'une gestation pour autrui (GPA) et le couple ayant eu recours à cette méthode.

Non-violation de l'article 8 s'agissant du droit des requérants au respect de leur vie familiale dans les deux affaires

Violation de l'article 8 s'agissant du droit des enfants au respect de leur vie privée dans les deux affaires

Affaires relatives aux droits parentaux (article 8)

Lacombe c. France

10.10.2019

L'affaire concernait la procédure de retour d'un enfant auprès de sa mère aux États-Unis, en application de la Convention de La Haye.

Henrioud c. France

05.11.2015

Impossibilité pour le requérant d'obtenir le retour de ses enfants en Suisse, déplacés en France par leur mère.

Zambotto Perrin c. France

26.09.2013

Naissance d'un enfant né hors mariage, dont la mère demanda le secret de la naissance.

Non-violation de l'article 8

Harroudi c. France

04.10.2012

Impossibilité pour une ressortissante française d'obtenir l'adoption d'une enfant algérienne recueillie au titre de la « kafala² », mesure judiciaire permettant le recueil légal d'un enfant en droit islamique.

Non-violation de l'article 8

Kearns c. France

10.01.2008

Impossibilité pour une mère biologique de se voir restituer son enfant né sous X en raison de l'expiration du délai de rétractation prévu par les textes.

Non-violation de l'article 8

Maumousseau et Washington c. France

06.12.2007

Retour d'une jeune enfant chez son père aux États-Unis où il avait sa résidence habituelle, ordonné par les juridictions nationales, après que la mère ait gardé l'enfant suite à des vacances en France.

Non-violation de l'article 8

Violation de l'article 6 (droit à un procès équitable)

Requêtes irrecevables

C et E c. France (n^{os} 1462/18 et 17348/18)

12.12.2019

L'affaire concernait le refus des autorités françaises de transcrire sur les registres de l'état civil français l'intégralité des actes de naissance d'enfants nés à l'étranger par gestation pour autrui (GPA) des gamètes du père d'intention et d'une tierce donneuse, pour autant qu'ils désignaient la mère d'intention comme étant leur mère.

² En droit islamique, l'adoption, qui crée des liens de famille comparables ou similaires à ceux résultant de la filiation biologique, est interdite. En revanche, ce droit dispose de l'institution spécifique de « la kafala » ou « recueil légal ». Dans les États musulmans, à l'exception de la Turquie, de l'Indonésie et de la Tunisie, « la kafala » se définit comme l'engagement bénévole de prendre en charge l'entretien, l'éducation et la protection d'un mineur.

Petithory Lanzmann c. France

05.12.2019

L'affaire concernait la demande de la requérante de transférer les gamètes de son fils décédé vers un établissement en mesure de procéder à une procréation médicalement assistée (PMA) ou une gestation pour autrui (GPA).

[Requête déclarée irrecevable](#)

O.L.G. c. France (n° 47022/16)

28.06.2018

L'affaire concernait le rejet d'une demande de visa pour faire venir en France un enfant, né le 6 octobre 2014, adopté en Côte d'Ivoire.

[Requête déclarée irrecevable pour non épuisement des voies de recours internes.](#)

Mariage de personnes de même sexe (articles 12 et 8)

Chapin et Charpentier c. France

09.06.2016

L'affaire concernait le droit au mariage de personnes de même sexe.

[Non-violation de l'article 12 \(droit au mariage\) combiné avec l'article 14 \(interdiction de la discrimination\)](#)

[Non-violation de l'article 8 \(droit au respect de la vie privée et familiale\) combiné avec l'article 14 de la Convention](#)

Affaires portant sur l'adoption par des couples de même sexe (articles 14 et 8)

Gas et Dubois c. France

15.03.2012

L'affaire concernait deux femmes vivant en concubinage et portait sur le rejet de la demande, formée par la première, d'adoption simple de l'enfant de la seconde.

[Non-violation des articles 14 \(interdiction de la discrimination\) et 8 \(droit au respect de la vie privée et familiale\)](#)

E.B. c. France (n° 43546/02)

22.01.2008 (Grande Chambre)

(voir p. 3)

Fretté c. France

26.02.2002

Le requérant, homosexuel, se plaignait notamment de ce que la décision rejetant sa demande d'agrément en vue d'une adoption s'analysait en une ingérence arbitraire dans sa vie privée et familiale car

elle se serait fondée exclusivement sur un a priori défavorable envers son orientation sexuelle.

[Non-violation de l'article 14 \(interdiction de la discrimination\) combiné avec l'article 8 \(droit au respect de la vie privée\)](#)

[Violation de l'article 6 \(droit à un procès équitable\)](#)

Requête irrecevable

Bonnaud et Lecoq c. France

01.03.2018

L'affaire concernait la demande croisée d'exercice conjoint de l'autorité parentale de deux femmes qui vivaient en couple et ayant chacune un enfant né au moyen d'une procréation médicalement assistée.

[Requête déclarée irrecevable.](#)

Affaires ayant trait à la liberté de pensée, de conscience et de religion (article 9)

Ebrahimian c. France

26.11.2015

Non-renouvellement d'un contrat de travail d'une assistante sociale dans un centre hospitalier en raison de son refus de s'abstenir de porter le voile musulman.

[Non-violation de l'article 9](#)

Association Les Témoins de Jéhovah c. France

30.06.2011³

Redressement fiscal de plusieurs dizaines de millions d'euros dirigée contre l'association Les Témoins de Jéhovah. Selon cette association, la procédure en question était viciée et, vu son ampleur, porterait atteinte à sa liberté de religion.

[Violation de l'article 9](#)

Requêtes irrecevables

Aktas c. France

Bayrak c. France

Gamaleddyn c. France

Ghazal c. France

J. Singh c. France

R. Singh c. France

17.07.2009

Ces affaires concernaient l'exclusion d'élèves de leur établissement scolaire en

³ Dans la même affaire, un [arrêt](#) sur la question de satisfaction équitable a été rendu le 5 juin 2012.

raison du port de signes ostensibles d'appartenance religieuse.

[Requêtes déclarées irrecevables](#)

Affaires relatives à la liberté d'expression (article 10)

Violations de l'article 10

[Ottan c. France](#)

19.04.2018

L'affaire concernait la condamnation disciplinaire de M. Ottan, avocat de profession, pour des propos tenus devant la presse immédiatement après le prononcé d'un verdict d'acquiescement.

[de Carolis et France Télévisions c. France](#)

21.01.2016

Accusation de diffamation portée par le prince saoudien Turki Al Faysal à l'encontre d'un reportage de la chaîne de télévision France 3 portant sur les plaintes des familles des victimes des attentats du 11 septembre 2001.

[Bono c. France](#)

15.12.2015

Condamnation de Me Bono, avocat et défenseur de S.A., suspecté de terrorisme, à une sanction disciplinaire pour des écrits consignés dans ses conclusions déposées devant la cour d'appel. Il y affirmait que les magistrats instructeurs français avaient été complices d'actes de torture commis à l'encontre de S.A. par les services secrets syriens, et demandait ainsi le rejet des pièces de procédure obtenues sous la torture.

[Eon c. France](#)

14.03.2013

Condamnation du requérant pour offense au Président de la République française. Lors d'un déplacement de ce dernier en Mayenne, M. Eon avait brandi un écriteau portant la formule « casse toi pov'con », prononcée par le président lui-même quelques mois plus tôt.

[La Cour a estimé que sanctionner pénalement des comportements comme celui de M. Eon est susceptible d'avoir un effet dissuasif sur des interventions satiriques qui peuvent contribuer au débat sur des questions d'intérêt général, sans lequel il n'est pas de société démocratique.](#)

[Ressiot et et autres c. France](#)

28.06.2012

Investigations conduites dans les locaux des journaux *L'Equipe* et *Le Point*, ainsi qu'au domicile de journalistes accusés de violation du secret de l'instruction et de recel.

[La Cour a conclu que le Gouvernement n'avait pas démontré qu'une balance équitable des intérêts en présence avait été préservée.](#)

[Martin et autres c. France](#)

12.04.2012

Perquisition ordonnée par un juge d'instruction dans les locaux du quotidien *Le Midi Libre* pour déterminer les conditions et circonstances dans lesquelles des journalistes avaient obtenu copie d'un rapport provisoire et confidentiel de la Chambre régionale des comptes - protégé par le secret professionnel - portant sur la gestion de la région Languedoc-Roussillon.

[Mor c. France](#)

15.12.2011

Condamnation d'une avocate pour violation du secret professionnel à la suite d'un entretien avec la presse au sujet d'un rapport d'expert remis à un juge d'instruction et relatif aux décès consécutifs à la vaccination contre l'hépatite B.

[Vellutini et Michel c. France](#)

06.10.2011

Condamnation du président et du secrétaire général de l'Union syndicale professionnelle des policiers municipaux (USPPM) pour diffamation publique envers un maire en raison de propos tenus dans le cadre d'un mandat syndical.

[Mamère c. France](#)

07.11.2006

[July et SARL Libération c. France](#)

14.02.2008

[Chalabi c. France](#)

18.09.2008

[Orban et autres c. France](#)

15.01.2009

[Renaud c. France](#)

25.02.2010

[Haguenauer c. France](#)

22.04.2010

[Fleury c. France](#)

11.05.2010

[Dumas c. France](#)

15.07.2010

Non-violations de l'article 10

[Giesbert et autres c. France](#)

01.06.2017

Condamnation de l'hebdomadaire *Le Point*, du directeur de publication M. Franz-Olivier Giesbert et d'un journaliste, M. Hervé Gattegno, pour avoir publié des actes d'une procédure pénale avant leur lecture en audience publique dans la très médiatique affaire Bettencourt.

[Société de Conception de Presse et D'Édition c. France](#)

25.02.2016

Publication par le magazine « Choc », sans autorisation, d'une photographie d'I.H. prise par ses tortionnaires durant sa séquestration.

La Cour a en particulier jugé que la publication de cette photographie, qui n'avait pas vocation à être présentée au public, avait pu porter une atteinte grave à la vie privée des proches de I.H..

[Prompt c. France](#)

03.12.2015

Condamnation civile pour diffamation de Me Prompt, avocat de Bernard Laroche, l'un des protagonistes dans l'« affaire Grégory », dans un livre qu'il publia sur cette affaire.

Les circonstances de l'assassinat du petit Grégory Villemin ne sont pas encore élucidées à ce jour.

[Bidart c. France](#)

12.11.2015

Obligation faite à Philippe Bidart, ancien chef de l'organisation séparatiste basque *Iparretarrak*, dans le cadre de sa libération conditionnelle, de s'abstenir de diffuser tout ouvrage ou oeuvre audiovisuelle dont il serait l'auteur ou le co-auteur et qui porterait sur les infractions commises et de s'abstenir de toute intervention publique relative à ces infractions.

[Leroy c. France](#)

02.10.2008

[Editions Plon c. France](#)

18.05.2004

Interdiction de diffusion d'un livre (le Grand Secret) écrit par le médecin personnel du Président Mitterrand, relatant les difficultés rencontrées par le praticien pour dissimuler la maladie du chef de l'État.

Non-violation de l'article 10 pour l'interdiction de diffusion à titre conservatoire

Violation de l'article 10 du fait du maintien de cette interdiction par la suite

Requête irrecevable

[Campion c. France](#)

14.03.2019

L'affaire concernait les propos tenus par Marcel Campion à l'hebdomadaire *VSD* pour lesquels il fut condamné pour diffamation à l'encontre de Dominique Strauss-Kahn (DSK).

Requête déclarée irrecevable car manifestation mal-fondée.

[Meslot c. France](#)

01.02.2018

Condamnation de M. Meslot pour outrage à magistrat pour des propos tenus à l'encontre d'un magistrat lors d'une reunion durant une campagne électorale.

Requête déclarée irrecevable pour défaut manifeste de fondement.

Affaires portant sur le droit à la liberté de réunion et d'association (article 11)

[ADEFDROMIL c. France](#)

[Matelly c. France](#)

02.10.2014

Interdiction des syndicats au sein de l'armée française.

Violation de l'article 11 dans les deux affaires

Dans l'arrêt *Matelly*, la Cour conclut que, si l'exercice de la liberté d'association des militaires peut faire l'objet de restrictions légitimes, l'interdiction pure et simple de constituer un syndicat ou d'y adhérer porte à l'essence même de cette liberté, une atteinte prohibée par la Convention.

Droit au mariage (Article 12)

[Delecolle c. France](#)

25.10.2018

L'affaire concernait le droit pour une personne placée en curatelle renforcée de se marier sans l'autorisation de son curateur ou du juge des tutelles.

Non-violation de l'article 12

Affaires portant sur le droit à un recours effectif (article 13)

Yengo c. France

21.05.2015

Conditions de détention d'un détenu incarcéré au centre pénitentiaire de Nouméa, en Nouvelle-Calédonie. Devant la Cour, le requérant se plaignait à la fois de ses conditions de détention et de l'absence d'un recours effectif pour s'en plaindre ou les faire cesser.

La Cour juge que le requérant ne peut plus se prétendre victime d'une violation de l'article 3 de la Convention interdisant les traitements inhumains et dégradants, dans la mesure où le juge interne lui a alloué une provision en réparation du préjudice subi du fait de ses conditions de détention.

La Cour dit par ailleurs qu'il y a eu violation de l'article 13

Gebremedhin c. France

26.04.2007

Maintien en zone d'attente de l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle d'un demandeur d'asile érythréen et absence d'un recours suspensif de plein droit contre les décisions de refus d'admission sur le territoire et de réacheminement.

Violation de l'article 13 combiné avec l'article 3 (interdiction des traitements inhumains ou dégradants)

Non-violation de l'article 5 § 1 f) (droit à la liberté et à la sûreté)

Affaires relatives à la discrimination (article 14)

Saumier c. France

12.01.2017

L'affaire concernait une personne dont la maladie avait été causée par une faute de son employeur et qui n'avait pu obtenir la réparation intégrale de son préjudice.

Non-violation de l'article 14 combiné avec l'article 1 (protection de la propriété) du Protocole n° 1

Koua Poirrez c. France

30.09.2003

Refus des autorités françaises d'octroyer une allocation d'adulte handicapé à un Ivoirien résidant en France.

Violation de l'article 14 combiné avec l'article 1 du Protocole n° 1 (protection de la propriété)

Non-violation de l'article 6 § 1 (droit à un procès équitable dans un délai raisonnable)

Requête irrecevable

Balta c. France

08.02.2018

L'affaire concernait la décision du préfet de la Seine-Saint-Denis de mise en demeure du requérant et d'autres occupants de caravanes en stationnement illicite sur le territoire de La Courneuve de quitter les lieux.

Requête déclarée irrecevable.

Affaires portant sur la protection de la propriété (article 1 du Protocole n° 1)

Violations de l'article 1 du Protocole n° 1

Milhau c. France

10.07.2014

Modalités par lesquelles un juge peut dans le cadre d'un divorce choisir d'attribuer un bien propre de manière forcée pour le paiement de la prestation compensatoire.

Grifhorst c. France

26.02.2009

Confiscation de l'intégralité d'une somme non déclarée au passage de la frontière franco-andorrane et amende équivalant à la moitié de cette somme.

Mazurek c. France

01.02.2000

Réduction des droits, dans la succession de sa mère, d'un enfant adultérin par rapport à un enfant légitime.

Non-violation de l'article 1 du Protocole n° 1

Malfatto et Mieille c. France

06.10.2016

L'affaire concernait des terrains situés dans la calanque de l'Anthénor sur le littoral méditerranéen des Bouches-du-Rhône, classés comme constructibles, qui avaient fait en 1964 l'objet d'une autorisation de lotir. En vertu de la directive d'aménagement national du 25 août 1979 et de la loi littoral du 3 janvier 1986, ces terrains ont été frappés d'une interdiction absolue de construire en raison du fait qu'ils étaient situés dans la bande de cent mètres du littoral.

Couturon c. France

25.06.2015

M. Couturon se plaignait du défaut d'indemnisation de la perte de valeur de sa propriété du fait de la construction de l'autoroute A89 à proximité de celle-ci.

Arnaud et autres c. France

15.01.2015

Nouvelle législation qui a rendu, à partir de 2005, les Français installés dans la Principauté de Monaco redevables de l'impôt sur la fortune dans les mêmes conditions que s'ils avaient leur domicile ou leur résidence en France.

Affaires portant sur le droit à l'instruction (article 2 du Protocole n° 1)

Dupin c. France

24.01.2019

L'affaire concernait le droit à l'éducation des enfants autistes, et plus spécifiquement, le droit d'être scolarisé en milieu ordinaire.

Requête déclarée irrecevable car manifestement mal fondée.

Affaires relatives au droit à ne pas être jugé ou puni deux fois (article 4 du Protocole n° 7)

Nodet c. France

06.06.2019

L'affaire concernait la question du droit à ne pas être jugé ou puni deux fois (*ne bis in idem*). Le requérant, analyste financier, fut sanctionné par l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour une opération de manipulation du cours d'une action puis par les juridictions pénales pour délit d'entrave au fonctionnement régulier d'un marché financier de la même action. Il se plaignait d'une double condamnation pour les mêmes faits.

Violation de l'article 4 du Protocole n° 7

Requête irrecevable

Krombach c. France

29.03.2018

L'affaire concernait la condamnation pénale de M. Krombach en France pour des faits pour lesquels il indiquait avoir bénéficié préalablement d'un non-lieu en Allemagne. Les faits portaient sur les circonstances du décès de Kalinka Bamberski, survenu en 1982, chez M. Krombach en Allemagne.

La Cour a jugé avec constance que l'article 4 du Protocole n° 7 ne visait que les « juridictions du même État » et ne faisait donc pas obstacle à ce qu'une personne soit poursuivie ou punie pénalement par les juridictions d'un État partie à la Convention en raison d'une infraction pour laquelle elle avait été acquittée ou condamnée par un jugement définitif dans un autre État partie. Requête déclarée irrecevable car le grief du requérant n'était pas compatible avec les dispositions de la Convention.

Affaires marquantes, décisions rendues

Charron et Merle-Montet c. France

08.02.2018

La requête concernait un couple de femmes mariées ayant demandé à bénéficier d'une procréation médicalement assistée (« PMA ») avec insémination artificielle. Leur demande fut rejetée par le centre hospitalier universitaire de Toulouse (CHU) au motif que « la loi Bioéthique actuellement en vigueur en France n'autorise pas la prise en charge des couples homosexuels ».

Requête déclarée irrecevable pour non-épuisement des voies de recours internes.

Afiri et Biddarri c. France

25.01.2018

L'affaire concernait la décision d'arrêt des traitements maintenant en vie une jeune fille âgée de 14 ans, dans un état végétatif à la suite d'un arrêt cardio-respiratoire.

Requête déclarée irrecevable.

Szpinier c. France

25.01.2018

Dans un article publié dans la presse juste après le procès dit du « gang des barbares », le requérant, avocat de la famille de la victime avait rappelé le passé collaborationniste du père de l'avocat général B., et l'avait traité de « traître génétique », ce qui lui valut des poursuites disciplinaires.

Requête déclarée irrecevable.

Hallier et autres c. France

18.01.2018

L'affaire concernait l'impossibilité pour une femme homosexuelle (M^{me} Lucas) d'obtenir un congé de paternité à la suite de la naissance de l'enfant de sa partenaire. M^{mes}

Hallier et Lucas vivent en couple depuis de nombreuses années et ont conclu un pacte civil de solidarité (PACS).

[Requête déclarée irrecevable.](#)

Boudelal c. France

06.07.2017

Refus des autorités de réintégrer le requérant dans la nationalité française.

[Requête déclarée irrecevable.](#)

Dagregorio et Mosconi c. France

22.06.2017

Les requérants sont deux syndicalistes ayant participé à l'occupation et au blocage du navire de ligne « Pascal Paoli » de la SNCM lors de l'opération de reprise de la société par un opérateur financier.

L'affaire concernait leur refus de se soumettre à un prélèvement biologique destiné à un enregistrement dans le fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG). Condamnés en première instance et en appel, les requérants ne formèrent pas de pourvoi en cassation.

[Requête déclarée irrecevable.](#)

de Mortemart c. France

15.06.2017

L'affaire concernait une demande de déclassement d'une partie d'un site protégé, correspondant à la propriété privée du requérant.

[Requête déclarée irrecevable.](#)

Janssen Cilag S.A.S. c. France

13.04.2017

L'affaire concernait des visites domiciliaires et saisies effectuées dans les locaux de la requérante.

[Requête déclarée irrecevable car manifestement mal fondée.](#)

Poulain c. France

13.04.2017

Allégation de la durée excessive d'une procédure de liquidation judiciaire.

[Requête déclarée irrecevable pour non-épuisement des voies de recours internes.](#)

Gouri c. France

23.03.2017

Dans cette affaire, la requérante demandait le versement par la France d'une allocation supplémentaire d'invalidité, refusée en raison de son lieu de résidence en Algérie.

[Requêtes déclarées irrecevables.](#)

Labaca Larrea c. France et deux autres requêtes

02.03.2017

Incarcération en France de trois membres de l'E.T.A. dans une maison d'arrêt loin de leurs familles.

[Requêtes déclarées irrecevables.](#)

UBS AG c. France (n° 29778/15)

12.01.2017

L'affaire concernait un cautionnement d'un montant de 1,1 milliard d'euros exigé dans le cadre du contrôle judiciaire d'une banque mise en examen pour démarchage bancaire illicite et blanchiment aggravé de fraude fiscale.

[Requête déclarée irrecevable.](#)

Colonna c. France

08.12.2016

L'affaire concernait l'assassinat du préfet de la région Corse, Claude Erignac, en 1998.

[Requête déclarée irrecevable.](#)

Oran-Martz c. France

02.06.2016

L'affaire concernait une condamnation pour constitution téméraire de partie civile.

[Requête déclarée irrecevable car manifestement mal fondée.](#)

Dupré c. France

26.05.2016

L'affaire concernait l'élection, en 2011, de deux représentants français supplémentaires au Parlement européen, à laquelle le requérant, M. Dupré, ne put se présenter ou voter.

[Requête déclarée irrecevable car manifestement mal fondée.](#)

Ursulet c. France

31.03.2016

L'affaire concernait l'interpellation et la retenue de M. Ursulet, avocat de profession, en raison de plusieurs infractions au code de la route.

[Requête déclarée irrecevable car manifestement mal fondée.](#)

M'Bala M'Bala c. France

10.11.2015

Condamnation de Dieudonné M'Bala M'Bala, humoriste engagé en politique, pour injure publique envers une personne ou un groupe de personnes en raison de leur origine ou de leur appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, en l'espèce les personnes d'origine ou de confession juive.

Requête rejetée comme étant incompatible avec les dispositions de la Convention, conformément à l'article 35 §§ 3 a) et 4 (conditions de recevabilité).

Matis c. France

29.10.2015

L'affaire concernait la question de la motivation d'une condamnation par une cour d'assises d'appel, s'agissant plus spécialement du contenu de la « feuille de motivation » annexée à l'arrêt et sur laquelle la Cour s'est prononcé pour la première fois.

Requête déclarée irrecevable car manifestement mal fondée.

Benmouna et autres c. France

08.10.2015

Suicide par pendaison de M.B., placé en garde à vue pour des faits de tentative d'extorsion aggravée.

Requête déclarée irrecevable car manifestement mal-fondée.

Okitaloshima Okonda Osungu c. France et Selpa Lokongo c. France

01.10.2015

Refus des autorités de faire bénéficier les requérants de prestations familiales pour leurs enfants les ayant rejoints en France sans que soit respectée la procédure du regroupement familial.

Requêtes déclarées irrecevables car manifestement mal fondées.

M.K. c. France (n° 76100/13)

01.09.2015

Expulsion du requérant vers l'Algérie où il disait risquer de subir des traitements contraires à l'article 3 (interdiction des traitements inhumains ou dégradants) de la Convention.

Requête déclarée irrecevable car manifestement mal fondée.

Renard c. France et trois autres requêtes

25.08.2015

Question de la compatibilité du refus par la Cour de cassation de renvoyer au Conseil constitutionnel des questions prioritaires de constitutionnalité (QPC) avec le droit d'accès à un tribunal protégé par l'article 6 § 1 de la Convention. Les requérants invoquaient également l'article 13 (droit à un recours effectif) de la Convention.

Requêtes déclarées irrecevables pour non-épuisement des voies de recours

internes quant à l'article 6 § 1 et pour défaut manifeste de fondement quant à l'article 13.

Canonne c. France

02.06.2015

Le requérant se plaignait du fait que les juridictions internes avaient déduit sa paternité de son refus de se soumettre à l'expertise génétique qu'elles avaient ordonnée.

Requête déclarée irrecevable car manifestement mal fondée.

Barras c. France

17.03.2015

Impossibilité pour le requérant de récupérer un immeuble lui appartenant qui avait été prêté à usage à durée indéterminée depuis plus de cinquante ans.

Requête déclarée irrecevable car manifestement mal fondée.

Ly c. France

10.07.2014

L'affaire concernait les difficultés rencontrées par un résident français à obtenir la délivrance d'un visa pour sa fille.

Requête déclarée irrecevable car manifestement mal fondée.

Mandil c. France, Barreau et autres c. France et Deceuninck c. France

13.12.2011

Violation de la règle de confidentialité des négociations relatives à la phase de règlement amiable entre l'État français et les membres de l'organisation « Les faucheurs volontaires » qui avaient déposé une requête contre l'État français devant la Cour européenne des droits de l'homme. Cette phase de la négociation en vue de parvenir à un règlement amiable entre les parties, expressément prévue par la Convention et qui peut intervenir à tout moment de la procédure, doit rester strictement confidentielle, ce dont les parties sont informées.

La Cour a déclaré les requêtes irrecevables pour violation de l'obligation de confidentialité des négociations sur un règlement amiable.

Rinck c. France

17.11.2010

Contestation d'une contravention routière.

Requête déclarée irrecevable (absence de préjudice important – nouveau critère introduit par le Protocole no 14)

[Garretta c. France](#) et [Karchen c. France](#)

04.03.2008

Affaire dite « du sang contaminé ». Grieffs tirés du droit à ne pas être jugé ou puni deux fois, et du droit à la vie.

[Requêtes déclarée irrecevables.](#)

Affaires marquantes pendantes

Conditions de détention

[Astruc c. France](#) (n° 5499/15)

Communiquée au gouvernement en septembre 2017

Invoquant l'article 3, le requérant allègue que son maintien en isolement après une hospitalisation à l'unité psychiatrique d'hospitalisation du centre pénitentiaire de Fresnes a constitué un traitement contraire à cette disposition.

Expulsions ou évacuation d'étrangers et droit d'asile

Des étrangers placés en zone d'attente se plaignent en particulier de l'inefficacité de leurs recours afin d'éviter leur expulsions.

[M.D. c. France](#) (n° 57035/18)

Communiquée au gouvernement en décembre 2018

Placement d'une mère et de son enfant mineur en centre de rétention dans l'attente de leur expulsion.

En décembre 2018, les requérantes ont introduit une demande de mesure provisoire devant la Cour en application de l'article 39 du règlement. Le même jour, la Cour a fait droit à cette demande et a indiqué aux autorités françaises de mettre fin à la rétention administrative des requérantes.

Les requérantes invoquent les articles 3 et 5 § 1 f), l'article 5 § 4 et l'article 8 de la Convention.

[L.P. c. France](#) (n° 10512/18)

Communiquée au gouvernement en mars 2018

Placement de familles, comprenant des enfants mineurs, en centre de rétention dans l'attente de leur expulsion.

Les requérants invoquent les articles 3 et 5 § 1 f), l'article 5 § 4, ainsi que l'article 8 de la Convention.

Voir aussi requête Moustahi c. France (n° 9347/14), [communiquée](#) au gouvernement en octobre 2017

[Hirtu et autres c. France](#) (n° 24720/13)

Communiquée au gouvernement français en avril 2014

Évacuation forcée d'un campement non autorisé de Roms roumains en région parisienne.

Grieffs tirés des articles 3, 8 et 13 de la Convention.

[B.G. et autres c. France](#) (n° 63141/13)

Communiquée au gouvernement français en octobre 2013

Les requérants, des familles formées de couples accompagnés d'enfants âgés de un à onze ans, allèguent notamment que l'hébergement d'urgence en tentes dont ils bénéficient actuellement ne satisfait pas aux exigences de l'article 3 de la Convention, eu égard notamment à leur qualité de demandeurs d'asile et à la présence de nombreux enfants mineurs.

Équité de la procédure

[Sassi c. France](#) (n° 10917/15) et [Benchellali c. France](#) (n° 10941/15)

Communiquées au gouvernement en avril 2018

Anciens détenus de Guantanamo condamnés pour association de malfaiteur en vue d'une entreprise terroriste.

Les requérants invoquent l'article 6 de la Convention.

Droit à ne pas être jugé ou puni deux fois (article 4 du Protocole n° 7)

[Ghoumid et 4 autres c. France](#) (n° 52273/16)

Communiquée au gouvernement français en mai 2017

Violences / sévices familiaux

[Association Innocence en Danger c. France](#) (n° 15343/15) et [Association Enfance et Partage c. France](#) (n° 16806/15)

Requêtes communiquées au gouvernement en septembre 2017

Ces requêtes concernent le décès d'une fillette âgée de huit ans à la suite de sévices infligés par ses parents.

Les parties requérantes invoquent les articles 2, 3, 13 et 34 de la Convention.

Vie privée et/ ou familiale (article 8)

Dalleau c. France (n° 57307/18)

Communiquée au gouvernement français en mai 2019

L'affaire porte sur l'insémination post mortem. Invoquant l'article 8 de la Convention, la requérante se plaint du refus des autorités françaises d'autoriser l'exportation des gamètes de son conjoint décédé en vue de procéder à une insémination post mortem en Espagne. Elle considère qu'un tel refus porte atteinte à sa vie privée et familiale.

Gauvin-Fournis c. France (n° 21424/16)

Communiquée au gouvernement en juin 2018

L'affaire porte sur l'anonymat du don de gamètes et le droit à la connaissance de ses origines.

La requérante invoque l'article 8 seul et combiné avec l'article 14 de la Convention.

Ghoumid (n° 52273/16) et quatre autres c. France

Communiquée au gouvernement en mai 2017

L'affaire concerne la déchéance de nationalité des cinq requérants en avril 2015, après qu'ils aient été condamnés en 2007 pour participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un acte de terrorisme.

Invoquant l'article 8 combiné à l'article 14, les requérants soutiennent que la déchéance de nationalité dont ils font l'objet porte atteinte à leur droit à l'identité. Par ailleurs, invoquant l'article 4 du Protocole n° 7, ils soutiennent que la déchéance de nationalité est une « peine déguisée » visant à réprimer la conduite pour laquelle ils ont été condamnés en 2007.

Loi sur le renseignement du 24 juillet 2015

Association confraternelle de la presse judiciaire (n° 49526/15) et 11 autres c. France

Communiquée au gouvernement en avril 2017

Les requérants sont des journalistes, des avocats, une association de journalistes, l'Ordre des avocats au Barreau de Paris et le Conseil national des Barreaux.

Les requérants invoquent l'article 8, pris isolément et combiné avec l'article 10 et

l'article 13 de la Convention, alléguant que les dispositions de la loi du 24 juillet 2015 sur le renseignement ne satisfont pas aux exigences d'une base légale suffisante.

Liberté d'expression

Société Editrice de Mediapart et autres c. France (n° 281/15) et Plenel et Société Editrice de Mediapart c. France (n° 34445/15)

Communiquées au gouvernement en avril 2017

Injonction au journal numérique de retirer du site du journal la publication d'extraits des enregistrements réalisés au domicile de M^{me} Bettencourt.

Baldassi (n° 15271/16) et six autres c. France

Communiquée aux parties en avril 2017

Les requérants font partie du « Collectif Palestine 68 » qui relaie localement la campagne internationale de boycott initiée en 2005 après l'avis de la Cour internationale de Justice relatif à l'illégalité du mur de séparation israélien. En 2010, les requérants participèrent à une action à l'intérieur de l'hypermarché d'Illzach en France appelant au boycott des produits israéliens. Les participants présentèrent en outre une pétition à la signature des clients de l'hypermarché invitant celui-ci à ne plus mettre en vente des produits importés d'Israël. Les requérants furent condamnés pour incitation à la discrimination.

Invoquant l'article 7 de la Convention les requérants se plaignent d'avoir été condamnés sur la base d'un texte – les articles 23 et 24 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse – qui ne vise pas la discrimination économique. Invoquant l'article 10 de la Convention, les requérants se plaignent de leur condamnation à raison de leur participation, dans le contexte de la campagne « BDS », à une action appelant au boycott des produits israéliens.

Liberté de réunion et d'association

Ayoub c. France (n° 77400/14) Benedetti et Oeuvre Francaise c. France (n° 34532/15) Gabriac et Jeunesses Nationalistes c. France (n° 34550/15)

Communiquées au gouvernement en juin 2016

Dissolution d'association ou de groupement de fait d'extrême droite.

Les requérants invoquent les articles 10 et 11 de la Convention.

**Contact à l'Unité presse de la CEDH :
+33 (0)3 90 21 42 08**